



Document d'information

Budget du Québec | 2020-2021

10 mars 2020, 16 h



Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre
(COCDMO)

303-5000, rue d'Iberville

Montréal Québec

H2T 2S6

Courriel : info@cocdmq.ca

Site internet : www.cocdmq.ca



Attribution — pas d'utilisation commerciale — Partage dans les mêmes conditions 2.5 Canada
(CC BY-NC-SA 2.5 CA)

Le budget en bref¹

Situation économique et budgétaire du Québec

En 2019, la croissance économique s'est accélérée au Québec. En effet, après une hausse de 2,5 % en 2018, la progression du PIB réel a atteint 2,8 %. Ce résultat a surpassé les prévisions. En effet, au moment du dépôt du budget 2019-2020, le ministère des Finances du Québec, tout comme le secteur privé, prévoyait une croissance économique de 1,8 % pour 2019 au Québec. Cette performance est d'autant plus exceptionnelle qu'elle s'inscrit dans un contexte où la croissance économique mondiale a ralenti, passant de 3,5 % en 2018 à 2,9 % en 2019. Il s'agit du plus faible rythme d'expansion depuis 2009 alors que l'économie mondiale était en récession.

La hausse de l'activité économique au Québec se poursuivra au cours des prochaines années. La progression du PIB réel devrait s'établir à 2,0 % en 2020 et dépasser celle du Canada, pour une troisième année consécutive. Par ailleurs, l'expansion économique au Québec devra s'appuyer sur une hausse de la productivité du travail :

- Le Québec fait face à un phénomène de vieillissement de la population qui limite l'augmentation de la population active et qui accentue les pressions sur le marché du travail.
- De plus, le Québec affiche désormais le plus haut taux d'emploi parmi les provinces pour les personnes âgées de 15 à 64 ans. Ainsi, cette composante représente une source de croissance limitée.
- Dans ce contexte, les gains de productivité constituent le plus grand potentiel d'amélioration pour soutenir la croissance économique.

En 2020-2021, le gouvernement du Québec prévoit des revenus s'établissant à 121,3 milliards de dollars (+2,8 %), tandis que les dépenses s'élèvent à 118,6 milliards de dollars (+5,1 %).

La situation budgétaire favorable permet au gouvernement d'annoncer de nouvelles dépenses : dans le cadre du budget 2020-2021, le gouvernement prévoit des investissements supplémentaires de 947 millions de dollars en 2019-2020, de 1,7 milliard de dollars en 2020-2021 et de 2,6 milliards de dollars en 2021-2022. L'équilibre budgétaire est prévu en 2020-2021, en raison d'un versement de 2,7 milliards de dollars au Fonds des générations.

Les crédits prévus aux mesures d'aide à l'emploi sont en hausse, à 865 millions de dollars (+12 M\$ par rapport à l'année précédente). De plus, ces crédits risquent fortement d'être bonifiés d'ajouts en provenance du ministère de l'Éducation et du ministère de l'Immigration et de la Diversité. Ainsi, alors que les crédits prévus pour

¹ L'ensemble des données de ce document provient des documents budgétaires et des crédits 2020-2021.

l'année 19-20 étaient de 833 millions de dollars, la dépense probable pour cet exercice devrait atteindre 853 millions de dollars.

Mesures visant la main-d'œuvre et les entreprises

- La bonification des mesures destinées à la main-d'œuvre et aux entreprises totalise une somme de 212,7 M\$ pour l'année 2020-2021 et s'ajoute à celle annoncée par le budget 2019-2020. Deux groupes spécifiques sont ciblés cette année, soit les personnes immigrantes et les travailleurs. Les premiers bénéficieront d'une enveloppe supplémentaire de 160 M\$ sur cinq ans (60 M\$ en 20-21), ce qui permettra au ministère de l'Immigration et de la Francisation d'implanter de nouvelles mesures pour favoriser la réussite de la francisation et de l'intégration des personnes immigrantes. Les seconds bénéficieront potentiellement d'une augmentation de l'enveloppe consacrée à la mesure de formation en entreprise (MFOR-E) de 29 M\$ sur cinq ans (5,8 M\$ en 20-21).
- De plus, le gouvernement annonce la réduction des charges salariales québécoises pour les entreprises qui intègrent des personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi. Cette mesure, qui prendra la forme d'un crédit d'impôt remboursable, offrira à près de 2 500 PME (les seules admissibles) une pleine compensation des cotisations québécoises sur la masse salariale liée aux salaires versés aux personnes ayant reçu des prestations du Programme de solidarité sociale en raison de contraintes sévères à l'emploi, ou pour une personne qui est atteinte d'une déficience grave et prolongée des fonctions mentales ou physiques. Par contre, il est à noter que cette mesure ne semble pas accessible aux organismes à but non lucratif. Cette mesure devrait permettre, selon le gouvernement, l'inclusion en emploi de 3000 personnes supplémentaires et nécessite un investissement budgétaire de 14 M\$ sur cinq ans.
- Le gouvernement entend poursuivre ses investissements pour soutenir les services correctionnels dans leurs efforts de réinsertion sociale des personnes contrevenantes. À cette fin, le gouvernement prévoit, dans le cadre du budget 2020-2021, des sommes additionnelles de 12,3 millions de dollars sur cinq ans. Également, les organismes communautaires soutenant les efforts de réhabilitation sociale verront leur financement bonifié à hauteur de 10,4 millions de dollars sur cinq ans.

Revenu disponible pour les personnes en situation de pauvreté

- Les personnes à l'égard desquelles les parents recevaient le supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels pourront bénéficier d'une accélération de leur admissibilité aux prestations bonifiées du Programme de solidarité sociale. Actuellement, pour être admissible à ces prestations bonifiées, une personne doit avoir bénéficié du Programme de solidarité sociale durant au moins 66 mois au cours des 72 derniers mois. Le calcul de la durée de présence au Programme de solidarité sociale sera modifié de façon qu'y soit incluse la durée cumulée au supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels.

Autres mesures

- **Stratégie d'action jeunesse**
La Stratégie d'action jeunesse 2016-2021, annoncée en décembre 2016, arrive bientôt à son terme. Le Secrétariat à la jeunesse annoncera au cours de l'année la mise en place de nouvelles mesures qui bonifieront les cinq axes jeunesse existants ainsi que des actions environnementales et culturelles. Pour la période de 2021-2022 à 2024-2025, le Secrétariat à la jeunesse bénéficiera d'une somme additionnelle de 27 M\$, pour mettre en œuvre le Plan pour la jeunesse 2021-2026.
- **Renouvellement du Plan d'action en économie sociale 2020-2025**
Pour la mise en place du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025, le gouvernement prévoit, dans le cadre du budget 2020-2021, 72 M\$ de dollars. Les détails concernant le Plan d'action gouvernemental en économie sociale seront annoncés ultérieurement.
- **Majoration de 5 % du programme de Soutien à l'action bénévole du MEES**
Le gouvernement prévoit des investissements de 2,5 M\$ d'ici 2024-2025 afin de financer les projets du programme Soutien à l'action bénévole.

Tableau sommaire des principales mesures, selon le ministère concerné²

	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale					
Bonification de la mesure de formation en entreprise	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8
Intégrer personnes ayant des contraintes sévères	0,6	2,2	3,4	3,7	3,8
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'inclusion					
Favoriser intégration personnes immigrantes	60	25	25	25	25
Ministère du Développement économique					
Renouvellement du Plan d'action gouvernemental en économie sociale	10	15	15	16	16
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)					
Plan pour la jeunesse		7	7	6	7
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur					
Bonification du soutien aux organismes communautaires	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Ministère de la Sécurité publique					
Bonification du financement des organismes d'aide à la réinsertion sociale	1	2,3	2,3	2,4	2,4
TOTAL	77,9	57,8	64,8	59,4	60,5

² Tous les chiffres sauf mention contraire sont en millions de dollars